

01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquant	5
05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas	7



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

## 01 | Tendances migratoires

### Mouvements transnationaux

**Mauritanie:** Un tiers des 150.000 habitants de Nouadhibou sont des étrangers, des [jeunes venus du Mali, du Sénégal ou de Guinée en attente de traverser vers les Canaries](#) en 3 ou 4 jours de pirogue, pour 1.500 euros environ (les départs depuis le Sénégal se chiffrent à 500 euros). Sur les 12 000 personnes qui arriveront aux Canaries en 2024, au moins 60 % sont des Maliens, selon le HCR.

**Manche:** Depuis le 1er janvier 2024, [plus de 4.600 personnes ont débarqué au Royaume-Uni après avoir traversé la Manche](#), soit plus de 20% par rapport à l'an passé, et un dépassement du record établi en 2022 à la même période. Le 20 mars, dix embarcations ont atteint les côtes britanniques, transportant au total 514 exilés, [un nouveau record d'arrivées en une seule journée](#).

**Maroc/Espagne:** le [nombre d'enfants marocains qui tentent de traverser les frontières terrestres avec l'Espagne \(Ceuta et Melilla\)](#) ne diminue pas. Depuis le début de l'année, 144 ont atteint Ceuta par la mer, 230 sont hébergés dans un centre de séjour temporaire. Cette tendance existe depuis 20 ans, mais la militarisation de la frontière pousse les candidats à l'exil à trouver d'autres solutions, plus dangereuses, pour passer. L'immense majorité de ces enfants sont seuls (sans parent/accompagnateur) et viennent de tout le pays pour tenter la traversée.

**Tunisie:** près de [1.500 enfants non accompagnés se sont adressés au HCR pour demander de](#)



Le Mixed Migration Center (MMC) a publié un "instantané" sur les « [Risques de protection et besoins d'assistance des personnes migrantes au Sahel central](#) ». Ce document fournit des données basées sur 2,276 entretiens, menés auprès de migrant·e·s au Mali, au Burkina Faso et au Niger à la fin de l'année 2023.



EuroMed Droits publie un [nouveau rapport](#) analysant [l'externalisation des politiques migratoires de l'UE dans la région Moyen Orient Nord Afrique dans une perspective de genre](#). Ce rapport montre comment l'externalisation expose davantage les femmes à une immobilité forcée, augmente leur risque de subir des violences sexuelles et sexistes et de mourir aux frontières.

[l'aide et l'asile en 2023](#). Beaucoup ont fui les conflits au Soudan, en Somalie, en Syrie et en Érythrée. Entre janvier et août 2023, [12 % des arrivées](#) par mer vers l'Italie étaient des enfants non accompagnés.

**Niger /Nigeria:** fin mars, [plus de 1.400 Nigériens, fuyant les violences de bandes armées, sont arrivés dans plusieurs villages de la région de Maradi](#), à la frontière avec le Nigeria. La majorité sont des femmes et des enfants, arrivées dans un total dénuement. Ces déplacements posent de défi, allant de la gestion des ressources dans les

communautés d'accueil, à la relocalisation des personnes dans des zones plus sécurisées.

**Mali/Burkina Faso:** Plus de [40.000 Burkinabè.e.s sont arrivé.e.s au Mali depuis décembre 2023](#) selon le HCR. Un pic important a été constaté depuis le début de mars 2024 (plus de 500 nouvelles personnes par jour).

## 02 | Contrôle et gestion des frontières

### Coopération & gouvernance

**Mauritanie/UE:** jeudi 7 mars à Nouakchott, a été signée une [déclaration conjointe \(non contraignante juridiquement\) établissant le renforcement d'un partenariat sur les migrations](#) et l'engagement financier de 210 millions d'euros de la part de l'UE à destination de la Mauritanie d'ici la fin de l'année. La déclaration inclut plusieurs axes, notamment la gestion et la lutte contre la migration irrégulière et le contrôle des frontières, faisant référent à: des opérations conjointes, le renforcement des moyens et des capacités, et le renforcement des opérations de recherche et sauvetage. L'accord ne prévoit pas d'expulsions vers la Mauritanie de ressortissants non mauritaniens.

**Libye/Royaume-Uni:** signature d'un [accord d'1,17 million d'euros](#) pour lutter contre les arrivées irrégulières en Europe.

**Egypte/Tunisie/UE:** signature d'un [accord de 7,4 milliards d'euros entre l'Égypte et l'UE](#) (principalement sous forme de prêt), dans lequel 200 millions seront consacrés au volet migratoire. L'UE redoute notamment des flux de personnes qui pourraient venir du sud de l'Égypte, frontalier avec le Soudan et la bande de Gaza.

Un [accord similaire avait été signé avec la Tunisie, à l'été 2023](#) et fait l'objet de nombreuses [critiques du point de vue des droits humains](#).

Un [groupe de députés du Parlement européen s'inquiète d'ailleurs de ces accords passés avec différents pays](#), et accuse la commission européenne de soutenir, par ces financements, des régimes autoritaires.

### Surveillance, refoulements

**Manche:** un collectif de médias internationaux révèle, à travers une [série de vidéos et de documents confidentiels](#), que les forces de l'ordre françaises commettent de dangereuses interceptions dans la Manche dans le but de dissuader les migrants d'atteindre les côtes britanniques (déstabilisation de l'embarcation, crevaison, etc.). Officiellement, la police a interdiction formelle d'intercepter en mer les embarcations de migrants qui tentent de traverser la Manche.

**Canaries:** Le [Comité des droits de l'enfant des Nations unies demande aux autorités espagnoles de libérer un jeune sénégalais se déclarant mineur](#) et emprisonné avec des adultes. Malgré la présentation de son acte de naissance, l'adolescent de 17 ans a été maintenu en détention, il est accusé d'avoir conduit un

bateau. En Espagne, des cas similaires, de jeunes se déclarant mineurs ou d'adultes, incarcérés, se multiplient. [Les associations et les militants espagnols estiment que le gouvernement se trompe de cible](#).

**Tunisie:** [arrestation, le 19 mars dernier, de l'ex-président d'une association d'étudiants africains subsahariens en Tunisie](#), très actif il y a un an face à une campagne « anti-migrants ». Il s'était rendu dans un poste de police pour récupérer sa carte de séjour. Aux dernières nouvelles, il serait détenu dans le centre d'El Ouardia [quartier du sud de Tunis] sans aucune raison officielle ». Ce centre a été désigné par l'Organisation mondiale de lutte contre la torture (OMCT) comme une « zone de non-droit où des personnes sont arbitrairement privées de leurs libertés ».

**Mauritanie/Cap Vert:** début mars, [nauffrage d'une pirogue venue de Mauritanie sur les côtes d'une île du Cap Vert](#). 6 personnes sont mortes. Selon le récit des rescapés, la pirogue comptait environ 65 personnes, venus du Mali, du Sénégal et de Mauritanie. Nombreuses personnes disparues.

**Tunisie:** mi mars, suite à un naufrage, [34 personnes ont été portées disparues et deux ont été retrouvées mortes](#) au large de la Tunisie. Trente-quatre autres ont pu être secourues après le naufrage de leur embarcation, en route vers les côtes italiennes.

**France:** l'épouse d'un ressortissant éthiopien décédé au large des côtes françaises en 2021, a déposé une [requête indemnitaire devant un tribunal](#) pour "faire reconnaître la responsabilité et les manquements des autorités françaises" dans le drame. Lors du naufrage, survenu [dans la nuit du 23 au 24 novembre 2021](#), 26 autres personnes, qui avaient contacté en vain les secours français et britanniques pendant plusieurs heures, ont perdu la vie.

**Libye:** [découverte d'une fosse commune](#) avec les corps d'au moins 65 personnes dans le sud-ouest du pays. Les circonstances des décès ainsi que les nationalités des victimes sont pour le moment inconnues...

**Espagne/Algérie:** Une vingtaine de personnes, dont des employés des pompes funèbres, des assistants légistes et du personnel de l'administration judiciaire, est visée par une [enquête de la justice espagnole pour avoir participé à un vaste réseau de trafic de cadavres de migrants algériens](#). Ils faisaient payer les familles des victimes pour identifier les corps, en dehors de tout cadre légal. En Espagne, il n'existe pas de protocoles clairs et homogènes pour procéder à la recherche des personnes disparues et à l'identification des personnes

décédées sur la route de l'exil, ce qui favorise depuis des années le développement d'intermédiaires entre les autorités espagnoles et les familles des défunts.

**Décès sur le Sea Watch:** [décès d'un garçon de 17 ans](#), quelques heures après son sauvetage dans un état critique. L'ONG avait demandé son évacuation médicale urgente auprès de Malte, Chypre, la Tunisie et même la Libye. Aucun n'a répondu présent. Lors du sauvetage, l'équipage a découvert plusieurs personnes affaiblies, dont quatre étaient inconscientes. Comme l'adolescent décédé, ils avaient respiré pendant 10 heures les odeurs de carburant.

**SOS Méditerranée:** Le navire de sauvetage Geo Barents a été témoin à la mi-mars de plusieurs incidents en pleine mer, mettant en cause les garde-côtes qui, selon Médecins Sans Frontières "ont délibérément mis en danger la vie de centaines de personnes". [Dans un communiqué](#), MSF appelle l'UE et ses Etats membres à suspendre immédiatement leur soutien financier et matériel aux garde-côtes libyens et à cesser d'alimenter intentionnellement les retours forcés de personnes vers la Libye. Quelques jours plus tard, le Geo Barents a été sommé par les autorités italiennes de suspendre ses opérations pendant 20 jours, sous prétexte de ne pas s'être conformés aux instructions libyennes.



Protecting the Defenders  
Ending repression of human rights defenders  
assisting refugees, asylum seekers and  
migrants in Europe

Recommandation

Publication des [recommandations du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe](#) sur la protection des défenseurs des droits humains qui viennent en aide aux personnes en mobilité en Europe.

**Rwanda/Royaume-Uni:** la [chambre des Lords a émis de nombreux amendements à la loi qui permettrait de considérer le Rwanda comme un "pays sûr"](#). Ces amendements marquent un frein important au projet gouvernemental qui vise à faciliter le transfert vers le Rwanda des demandeurs d'asile arrivés sur les côtes britanniques de façon irrégulière. A présent, c'est au tour des députés de valider le texte dans les mêmes termes pour qu'il soit adopté... Face à ces lenteurs dans les négociations et pour prendre les devants, le [ministère de l'Intérieure prévoit de rémunérer à hauteur de 3.500 euros chaque personne](#) qui, de manière volontaire, souhaiterait être délocalisée au Rwanda.

**Côte d'Ivoire:** une [enveloppe de plus de 150.000 euros a été allouée par le gouvernement ivoirien à 96 personnes de retour au pays](#) afin de soutenir leurs projets de réinsertion socioéconomique. Les quelques 1 500 euros reçus par chacun des exilés prennent la forme d'un prêt remboursable sur deux ans, afin de les accompagner dans leur parcours d'insertion professionnelle. Pour inciter ses ressortissants à rentrer au pays, les autorités ont lancé divers programmes d'aide à la réinsertion économique et sociale, en partenariat avec l'OIM. En 2023, plus de 1 700 Ivoirien.ne.s - poussés notamment par le climat hostile aux personnes noires en Tunisie - sont revenus chez eux, un record depuis 2013. Et près de 800 ont demandé l'aide proposée par l'État. Mais beaucoup attendent encore de toucher ces sommes d'argent...



[Rapport publié par le MMC sur le retour et réintégration dans le contexte du Sénégal.](#) Entre février et mai 2023, 616 entretiens ont été menés auprès de migrants rentrés au Sénégal sur leur expérience de retour, leurs besoins et les défis de réintégration, ainsi que leurs intentions de remigration.



[Etude de ECRE \(European Council on Refugees and Exiles\) sur les voies d'accès à la protection en Europe,](#) qui présente les systèmes de visas et autres pratiques permettant aux personnes ayant besoin d'une protection internationale d'atteindre l'Europe en toute sécurité. Y sont présentés les programmes liés à l'éducation, à l'emploi, à la protection humanitaire ainsi que le parrainage privé. Plusieurs Caritas européennes ont contribué à cette étude par leur expérience en la matière.

## 03 | Accueil, protection, intégration

### Asile, Séjour

**Maroc:** Selon les derniers chiffres du HCR, le [Maroc compte 9.906 réfugiés, et 9.256 demandeurs d'asile](#). Les villes de Rabat, Oujda et Casablanca continuent de regrouper la majorité de ces personnes. La communauté syrienne est toujours la plus représentée (5.773 personnes), puis des Centrafricain.e.s (1.160).

**Maroc/Italie/travail saisonnier:** dans le cadre d'[accords sur la migration circulaire dans le secteur agricole](#), un groupe de 400 travailleuses marocaines est parti en Espagne, pour la récolte des fraises. Les accords, qui prévoient le transfert

de 16.000 femmes pour l'année 2024 (10.000 sont déjà parties), incluent des programmes d'accompagnement avant et après le retour. Cependant, on rappellera que les conditions d'accueil en Espagne font l'objet de nombreuses polémiques ([logement insalubre](#), violences, confiscation des documents d'identité, etc.).

Une [coopération similaire existe avec l'Italie](#), où un accord vient d'être signé avec la ville de Palerme, pour permettre aux travailleurs marocains d'être formés au Maroc pour un emploi saisonnier en Sicile.

**Danemark:** Des [cliniques spécialisées se lancent dans la lutte contre la discrimination dont sont victimes les personnes migrantes et réfugiées](#) en matière de soins de santé. Elles dénoncent les négligences du système de santé publique: "Un médecin peut estimer que vous êtes en bonne santé, simplement parce que vous ne lui ressemblez pas et que vous exprimez vos symptômes différemment de ce à quoi il est habitué" témoigne un médecin. Selon l'Institut danois des droits de l'homme, 84 % des minorités ethniques sont victimes de discrimination ou de préjugés à cause de leur apparence.

**Espagne:** La [population d'origine étrangère a atteint un niveau record en Espagne](#), avec 18,1% du total, et une répartition territoriale très inégale. Âgés, pour la plupart, de 25 à 49 ans (population active), la majorité se trouve aux Baléares, dans les régions de Madrid, Catalogne, Melilla et Valence.

**France/EJNA:** [nouvelle opération de démantèlement de campement](#) à Paris. En trois mois, il s'agit de la quatrième opération visant des mineurs non accompagnés et durant laquelle aucune proposition de "mise à l'abri" n'a été faite, dénoncent les associations, qui font également le lien avec les Jeux Olympiques qui se tiendront dans la capitale à l'été prochain.

**Allemagne:** mise en place d'une [nouvelle carte de paiement pour les demandeurs d'asile](#). Cette carte ne permet pas de faire des retraits dans les distributeurs ni de faire des virements, il n'est possible que de faire des achats localement. Autre mesure expérimentée: la création d'un programme de travail pour les demandeurs d'asile qui vivent dans des logements collectifs sans permis de travail. Les demandeurs d'asile pourraient travailler jusqu'à 4 h/jour pour une indemnité horaire de 80 centimes (activités du type jardinage, montage de tentes pour les fêtes municipales). En cas de refus, l'aide qui leur est attribuée sera réduite. Selon un élu, ce programme permettra de "structurer" le quotidien des demandeurs d'asile qui, autrement, "n'auraient pas grand-chose à faire pendant la journée"... L'Allemagne reste la première destination des demandeurs d'asile au sein de l'UE (près d'un tiers des demandes). Les prochaines mesures gouvernementales devraient concerner la réduction des arrivées et l'intensification des retours et expulsions.

## 04 | Contexte socio-politique - faits marquants

### Afrique

#### Afrique du Nord

**Algérie:** les [élections présidentielles seront anticipées](#) au 7 septembre prochain, avançant de 3 mois la tenue du scrutin. Cette annonce n'était pas du tout attendue. Aucune information n'a filtré sur la candidature ou pas de l'actuel président Abdelmadjid Tebboune.

#### Afrique de l'Ouest

**Alliance Sahel:** début mars, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont annoncé la [création d'une force militaire conjointe](#) pour lutter contre la menace djihadiste. En parallèle, [le retrait militaire européen du Sahel est désormais acté](#), les 27 n'ayant pas trouvé d'accord pour prolonger la mission EUTM Mali (veto de la France). En

parallèle, le rapprochement avec la Russie est de plus en plus évident.

**Mali:** [rapprochement entre les forces djihadistes et certains groupes séparatistes](#), comme l'illustre le ralliement du chef militaire du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), Houssein Ghoulam, au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans

(GSIM). Cette défection du Cadre stratégique permanent pour la paix et le développement (CSP), organe regroupant les mouvements rebelles majoritairement touareg et arabes, interroge : est-elle un cas isolé ou le début d'une hémorragie? La junte, elle, ne fait plus de distinction entre les djihadistes du GSIM et les rebelles du CSP, les qualifiant tous de terroristes alliés dans leur lutte contre l'Etat central.

**Niger:** Sept mois après avoir ordonné aux troupes françaises de quitter son territoire, le Niger a exigé le [départ sans délai des soldats américains](#). Au niveau régional, le [Nigeria demande la réouverture des frontières avec le Niger](#), faisant suite à la levée des sanctions de la Cédéao. Le Nigeria, qui partage 1 600 kilomètres de frontière avec son voisin, est l'un des principaux partenaires commerciaux du Niger.

**Côte d'Ivoire/Burkina Faso:** [Tension entre les deux pays](#) après l'incursion de plusieurs soldats burkinabés à la frontière. L'incident, le troisième en sept mois, aurait donné lieu à un échange de tirs impliquant un hélicoptère de l'armée ivoirienne.

**Gambie:** Interdites en 2015 par l'ancien dictateur Yahyah Jammeh, les [mutilations génitales féminines pourraient réapparaître légalement](#) dans le pays. L'Assemblée Nationale vient en effet de voter en faveur d'une nouvelle proposition de loi allant dans ce sens, un texte sera donc soumis aux députés dans les prochains mois. Selon les chiffres 2024 de l'Unicef, 73 % des femmes gambiennes âgées de 15 à 49 ans ont été excisées, la plupart avant leurs 5 ans, tandis que seulement trois personnes – un exciseur et deux mères – ont été condamnées depuis 2018 à des amendes, acquittées par des chefs religieux. Le Conseil suprême islamique de Gambie conteste, dans une publication officielle

## Afrique centrale

**Cameroun:** L'ONG Human Rights Watch (HRW) dénonce une [nouvelle « répression » du pouvoir contre l'opposition à l'approche des élections de 2025](#), après que le gouvernement de Paul Biya a déclaré « *illégal* » le regroupement de ses principaux partis dans deux plates-formes, l'Alliance politique pour le changement (APC) et l'Alliance pour une transition politique au Cameroun (ATP).

sur les réseaux sociaux le 14 mars, le terme de « *mutilation* » pour lui substituer celui de « *circumcision féminine* ».

**Nigeria:** Plus de [130 enfants enlevés début mars dans leur école de l'État de Kaduna, dans le nord-ouest du pays, ont été secourus](#) après 2 semaines de captivité. Le pays est actuellement déstabilisé par une [vague d'enlèvements de masse](#), attribués à des gangs criminels. Depuis 2022, une [loi interdit officiellement le paiement de rançons aux auteurs de kidnappings](#), sous peine de quinze ans d'emprisonnement. Malgré les interdictions de la loi, les familles font leur possible pour réunir l'argent nécessaire à la libération de leurs proches et négocier directement avec les preneurs d'otage. Les femmes et les enfants se révèlent une monnaie d'échange particulièrement prisée.

**Sénégal:** c'est finalement le principal opposant au régime, [Bassirou Diomaye Faye, qui a remporté les élections présidentielles](#) avec 54,28 % des voix.

Par ailleurs, une [enquête menée par le média Al Jazeera](#) dévoile comment une unité d'élite sénégalaise, formée par l'UE et initialement censée lutter contre la criminalité transfrontalière, a été mobilisée pour réprimer les mouvements de protestation populaire de ces derniers mois.

**Togo:** Une [réforme de la Constitution](#), votée le 25 mars par l'Assemblée nationale, instaure un régime parlementaire, et non plus présidentiel, par une Assemblée dominée par l'Union pour la République (UNIR), le parti majoritaire. Les détracteurs signalent que cette réforme ouvre la voie à ce que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005, se maintienne au pouvoir. Face à la polémique, une deuxième lecture du texte va être soumise aux députés.

**RDC/Rwanda/UE:** 100 organisations de la société civile congolaise dénoncent l'[accord signé le 19 février dernier entre la commission de l'UE et le Rwanda sur l'approvisionnement en minerais critiques](#). D'après ces organisations, l'UE cautionne à travers cet accord « le pillage des ressources naturelles et l'holocauste des populations congolaises par le Rwanda et perpétue l'extraction des minerais de larmes et du sang ».

## Afrique de l'Est

**Soudan:** devant le conseil de sécurité des Nations Unies, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a parlé de l' "[l'une des pires catastrophes humanitaires de mémoire récente](#)" et dénonce la "parodie humanitaire [qui] se joue au Soudan, derrière un voile d'inattention et d'inaction internationales. Pour le dire de façon simple, nous laissons tomber le peuple soudanais ». Selon le Programme alimentaire mondial, [18 millions de personnes sont en insécurité alimentaire aigüe](#) à travers le pays. Dans ce contexte, à Khartoum, des [organisations de quartier autogérées ont créé des cantines et des cliniques de fortune](#) pour venir en aide aux habitants (70% des hôpitaux sont hors service). Pour autant, leur travail est menacé par les belligérants et le manque de moyens.

**Ethiopie:** dans la région du Tigré, les autorités locales ont déclaré [l'état de famine](#), mais le premier ministre se refuse à reconnaître la grave crise alimentaire qui touche la région Nord. Toujours dans cette même région d'Ethiopie, selon une association locale, le contexte de guerre civile (2020-2022) a été aussi propice à une [explosion du nombre de viols](#). Alors que le Tigré était devenu un modèle de lutte contre le sida avant la guerre (1,43% de prévalence), environ 15% des femmes de la région auraient désormais contracté le virus.

**Mer rouge:** Dans la Corne de l'Afrique, [l'insécurité en mer Rouge, due aux conséquences de la guerre au Yémen, s'ajoute aux multiples chocs économiques](#) La région craint des hausses de prix sur les denrées de base et des pénuries à venir

## Mobilités et environnement

**Sommet des Nations Unies sur l'environnement:** La [6ème Assemblée des Nations Unies pour l'environnement \(UNEA-6\)](#) s'est tenue au Kenya fin février-début mars. Parmi les résolutions approuvées, certaines se démarquent sur la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière, la gestion responsable des déchets chimiques et l'aspect environnemental dans l'extraction des minéraux et des métaux.

## 05 | L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas

En Mars, nous avons saisi l'occasion de la JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES pour évoquer les femmes en situation de mobilité **en Mauritanie** ([capsule vidéo ici](#)) et dans le Sahel ([article ici](#)).

Aussi, deux de nos collègues ont préparé des articles sur l'actualité de leur pays et région : l'un d'eux aborde la **nouvelle loi migration et asile en France** ([ici](#)), et l'autre **l'actualité de Gao, au Mali** ([ici](#)).